



Adéquation missions / moyens au sein des DDI : Les questions qui fâchent !!

Volume 6 :

Implantations territoriales : reliquat de l'histoire ou atout incontournable des DDI ?

Les DDI, et en particulier les DDT, disposent d'unités territoriales qui assurent la présence de l'État au plus près du territoire. **Ces implantations sont fondamentales pour assurer un service public de qualité pour les citoyens, les collectivités, les entreprises et pour porter la parole de l'État.**

Pourtant, malgré un constat positif sur le rôle des unités territoriales par les services et par les préfets, **celles-ci sont progressivement en train d'être supprimées sous les coups de boutoir de la RGPP.** En effet, la baisse imposée des effectifs et des crédits de fonctionnement constituent un motif facile pour en justifier la disparition.

Localement, dans plusieurs directions départementales, des réorganisations sont soumises en Comité Technique Paritaire, **parfois en concertation avec le personnel, parfois en passant en force pour essayer d'éviter que les agents et les élus ne puissent réagir.**

Concrètement, la disparition d'implantations territoriales conduit à :

- **un éloignement de l'État des territoires**, dénoncé par le récent rapport sénatorial sur la RGPP,
- **un service public globalement moins efficace et plus coûteux**, les collectivités se voyant contraintes de structurer des services nouveaux pour pallier le retrait de l'État
- **une désertification des territoires ruraux**, associée aux autres suppressions comme la poste, les écoles...
- **des conséquences dramatiques pour les agents** qui voient leurs temps de trajet quotidiens sensiblement allongés avec, dans le meilleur des cas, une obole correspondant à une prime de restructuration

FORCE OUVRIÈRE défend au niveau local et national le maintien de ces implantations territoriales à la bonne échelle, et combat toutes les velléités de réorganisations menées à la hussarde sans tenir compte de l'accomplissement des missions de service public et des situations individuelles des agents.

En conséquence, FORCE OUVRIÈRE revendique la mise en place d'une prime de territorialité en remplacement de la prime de restructuration afin de renforcer l'attractivité des postes plutôt que de les stigmatiser.

Fédération de l'Administration Générale de l'État – fagefo@wanadoo.fr

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnecfpfo@fr.oleane.com

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@fets-fo.fr

Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris